
LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE AU FORUM SOCIAL MONDIAL DAKAR 2011



6-11 FEVRIER 2011

DOSSIER DE PRESSE



Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82
A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

www.ccfid-terresolidaire.org

L'édito de Bernard Pinaud, Délégué Général du CCFD-Terre Solidaire



Forum social mondial : 10 après, l'énergie et l'espoir sont toujours au rendez-vous !

30 janvier 2001, sur le podium du Centre des événements de l'Université pontificale de Porto Alegre, une vingtaine de témoins viennent nous dire en quoi ils pensent qu'un « autre monde est possible ». Candido Grzybowski de l'ONG brésilienne IBASE, vient expliquer pourquoi il n'y aura pas de déclaration finale !

Présent à Porto Alegre en compagnie de trois autres représentants d'organisations françaises, une émotion me traverse : la certitude de vivre un moment qui fait date. 10 000 participants, 4 000 délégués de 122 pays, 1 500 journalistes, 400 ateliers ... mais aucun porte-parole, ni de déclaration finale encore moins de personnalités mise en avant ! Le Forum social mondial de Porto Alegre vient de se conclure. Le processus du Forum social mondial s'enclenche. Ce que les journalistes appelleront le mouvement altermondialiste est né.

De retour au CCFD-Terre Solidaire, il apparaît clairement à tous les membres de l'association qu'une organisation de solidarité internationale comme la nôtre qui place l'Homme et son développement au cœur de son action, ne peut rester absente du processus. Depuis lors, le CCFD-Terre Solidaire s'implique dans l'organisation du Forum social mondial, à tous les niveaux. Je participe personnellement à la l'élaboration de la Charte du Forum établie le 11 juin 2001 à Sao Paulo par une trentaine de réseaux internationaux d'ONGs, de syndicats, de mouvements paysans ... Le CCFD-Terre Solidaire rejoint ainsi le Conseil international où il siège encore et accompagne, aux côtés de centaines d'autres acteurs, l'évolution du processus. S'en suivent les succès pour le Forum social mondial que l'on sait : 50 000 participants à Porto Alegre en 2002, 100 000 en 2003, 110 000 personnes à Mumbaï en 2004. Puis Bamako, Caracas, Karachi, Nairobi et à nouveau le Brésil en 2009, où la ville de Belém accueille quelques 130 000 personnes, détrompant les éternels détracteurs qui évoquent « l'essoufflement du mouvement ».

Alors quel bilan tirer 10 ans après le premier Forum Social Mondial ?

Le premier apport selon moi est d'avoir redonné espoir aux nombreux militants, espoir en « un autre monde possible », alors que le néo-libéralisme des années 2000 semblait s'imposer comme modèle unique. Autre apport majeur : la possibilité donnée aux multiples acteurs des sociétés civiles (ONGs d'urgence, de développement, environnementalistes, syndicats, mouvements de paysans, mouvements indigènes ...) de travailler ensemble. A partir des Forum sociaux mondiaux, des stratégies d'alliances entre acteurs de natures différentes pour faire avancer des propositions alternatives, se sont créées. Plusieurs dizaines de réseaux internationaux, à l'instar de la Via Campesina pour les organisations paysannes, ou du réseau Tax justice network pour la justice fiscale sont nées au FSM. Les prémices d'une société civile à l'échelon planétaire est en train de voir le jour, le Forum social mondial y est pour beaucoup.

Des rapprochements géographiques et culturels ont également été rendus possibles grâce au processus des FSM qui a su créer des dynamiques continentales (le Forum social africain, les Forums sociaux européens,..), des forums régionaux (Amazonie, Maghreb), ou nationaux ...

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Enfin et surtout peut être, les alternatives et propositions nées aux cours des différents Forums, hier jugées par certains comme de pures utopies (annulation de la dette, taxes sur les transactions financières, régulation de la finance, lutte contre les paradis fiscaux, régulation des marchés agricoles remise en cause du Produit intérieur brut comme le seul indicateur de richesse ...) ont fait leur chemin dans l'opinion publique et se retrouve même sur la table des propositions des politiques. Et c'est là peut être le défi du mouvement altermondialiste aujourd'hui. Victime de son succès, ses propositions alternatives sont récupérées sans lui reconnaître la paternité, et pas vraiment mises en œuvre.

A Dakar, l'aventure continue. Alliances et mobilisations seront au rendez-vous avec un focus particulier sur l'Afrique et ses enjeux capitaux pour l'avenir de l'Humanité. La révolution tunisienne, la situation en Egypte, en Algérie... seront, bien sûr, au centre des attentions des participants. Processus vivant, évoluant sans cesse au rythme du monde, le Forum social mondial de Dakar, sera, sans nul doute, une nouvelle étape pour la construction d'un monde meilleur !

Bernard Pinaud

Délégué général du CCFD-Terre Solidaire

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82
A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



SOMMAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire au FSM de Dakar	01
La délégation du CCFD-Terre Solidaire au FSM 2011	
Les axes d'engagement du CCFD-Terre Solidaire au FSM de Dakar	
Programme des activités du CCFD-Terre Solidaire 8 et 9 Février	03
Migrations	
Souveraineté Alimentaire	
Régulation financière	
Descriptifs des organisations du Sud et de l'Est, membres de la délégation du CCFD-Terre Solidaire	06
Partenaires Migrations	
Partenaires Souveraineté Alimentaire	
Partenaires Régulation financière	
Partenaires Découverte du Processus FSM	
Partenaires Hors Délégation	
Le CCFD-Terre Solidaire au Sénégal	16
Le CCFD-Terre Solidaire, 1^{ère} ONG française de développement	19

ANNEXES

<u>Annexe 1</u> Le CCFD-Terre Solidaire au fil des Forum Sociaux Mondiaux	20
<u>Annexe 2</u> Petit Historique du Forum Social Mondial et temps forts de Dakar	22

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Le CCFD-Terre Solidaire au FSM de Dakar

Alors que la France assure la présidence du G8 et du G20, le CCFD-Terre Solidaire contribuera à faire du FSM **un lieu de mobilisation en faveur d'un G8 et d'un G20 plus favorables au développement des pays pauvres**. Ses activités au cours du Forum sur **la régulation financière (mobilisation pour une taxe mondiale et lutte contre l'évasion fiscale), sur la défense de la souveraineté alimentaire et sur la régulation des prix des matières premières**, auront pour vocation la création d'alliances entre organisations d'Afrique et sociétés civiles des pays du G20. Elles permettront d'initier des dynamiques de mobilisations internationales en vue de cette importante échéance de l'agenda politique.

Un des temps forts de la participation du CCFD-Terre Solidaire sera **le lancement d'une campagne mondiale contre les paradis fiscaux** en vue du prochain G20, au sein de laquelle le CCFD-Terre Solidaire joue un rôle très actif.

Autre thème « clé » pour le CCFD-Terre Solidaire au Forum social mondial : **les migrations internationales**. A travers l'organisation de 5 ateliers et la présence de nombreuses organisations travaillant sur cette question au Sahel en Afrique du Nord mais aussi au Brésil, au Mexique, en Thaïlande ... le CCFD-Terre Solidaire participera à la réflexion autour des **questions de sécurisation des parcours des migrants, d'alternatives économiques au départ, d'intégration et de vivre ensemble** notamment au sein des nouveaux pôles d'attraction que constituent des pays comme l'Afrique du Sud, le Brésil ou la Thaïlande.

Au-delà de ces enjeux thématiques, **la question de la démocratie sur le continent africain** sera au cœur des préoccupations du CCFD-Terre Solidaire, qui compte au sein de sa délégation à Dakar **un nombre important d'acteurs de la société civile africaine**. **Les événements en Egypte, en Tunisie ou en Côte d'Ivoire**, seront ainsi très présents au FSM, par le biais des délégations tunisiennes, ivoiriennes ... mobilisées, mais aussi de débats, d'activités et d'assemblées. Le CCFD-Terre Solidaire, qui a noué de nombreux partenariats dans ces pays, participera activement aux échanges et réflexions sur l'évolution de la situation dans ces pays.

La délégation du CCFD-Terre Solidaire au FSM 2011

La délégation du CCFD-Terre Solidaire à l'occasion du FSM 2011 est l'une des plus importantes délégations mobilisées depuis la première édition du forum.

- **Les partenaires** : 28 partenaires du Sud et de l'Est seront directement impliqués auprès du CCFD-Terre Solidaire pour le forum. Organisations de droits de l'homme, syndicalistes, organisations paysannes (...). Ils participeront activement aux activités organisées et/ou soutenues par le CCFD-Terre Solidaire. En outre, près de dix autres partenaires seront présents et mobilisés pour les temps forts de la délégation.
- **Le réseau et MSE** : 24 membres des groupes locaux du CCFD-Terre Solidaire ainsi que 6 représentants des Mouvements et Services d'Eglise seront également mobilisés au sein de la délégation. Tout en découvrant le processus, ils participeront aux activités, assemblées, et renforceront le travail de la délégation. Une fois rentrés, ils partageront dans leur région leur expérience.
- **Les salariés** : 15 salariés parmi lesquels les chargés de mission partenariat international et plaidoyer, mais aussi le Délégué Général, le Directeur du Partenariat International, le Directeur de la Vie Associative et la Directrice du Plaidoyer encadreront la délégation et participeront aux activités et assemblées ainsi qu'à des « rencontres ».

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Les axes d'engagement du CCFD-Terre Solidaire au FSM de Dakar

La participation du CCFD-Terre Solidaire au FSM se situe dans la continuité directe de ses actions de développement et de plaidoyer pour des relations Nord-Sud équilibrées et justes.

Trois axes d'engagement, s'inscrivant totalement dans les enjeux actuels, ont été définis par le CCFD-Terre Solidaire pour l'édition 2011:

- **Les migrations internationales**

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire sur les migrations internationales dans le processus FSM s'inscrit dans une stratégie de long terme qui vise à faire de cet agenda international des étapes fortes de mobilisations et de convergences pour les partenaires. Le CCFD-Terre Solidaire en association avec plusieurs partenaires migrants, s'était déjà fortement impliqué à l'édition 2006 du FSM polycentrique de Bamako. Et Nairobi en 2007 a été l'occasion d'une première participation à l'assemblée thématique Migrations internationales.

Le CCFD-Terre Solidaire s'est également investi dans le forum thématique « Forum Social Mondial des Migrations-FSMM » à Madrid en 2007 et 2008 et à Quito en octobre 2010.

La participation au FSM de Dakar 2011 s'annonce encore plus active avec l'engagement d'une dizaine de partenaires migrants d'Afrique et du monde et l'organisation d'activités fortes autour des questions majeures développées par le CCFD-Terre Solidaire sur cette thématique, au cours de ces dernières années.

- **La régulation financière et économique**

Le CCFD-Terre Solidaire, accompagné de diverses grandes organisations de solidarité internationale, se bat depuis maintenant 5 ans contre le pillage des ressources du Sud vers les paradis fiscaux. Ce travail fait écho à l'engagement de ses partenaires au Sud et à l'Est contre la corruption, l'évaporation des richesses naturelles et de l'impôt. Il mène aussi son combat en France où en quelques années, il a activement participé à plusieurs campagnes comme à la rédaction d'une demi douzaine de brochures ou rapports sur le rôle des paradis fiscaux, les activités des multinationales ou encore les biens mal acquis des dictateurs au Sud. Le CCFD-Terre Solidaire travaille également au niveau global avec le réseau Tax Justice Network (TJN), dont il est membre, qui fédère à la fois des experts des problèmes de développement liés à la fiscalité et de nombreuses organisations de la société civile, au Nord et au Sud.

La thématique principale défendue lors de cette édition du FSM par le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés sera donc la lutte contre l'opacité financière et la fuite illicite des capitaux. L'objectif majeur de la participation du CCFD-Terre Solidaire sur cette thématique est la préparation de la présidence française du G20.

- **La souveraineté alimentaire**

Le CCFD-Terre Solidaire a choisi de mettre en avant deux thématiques qui marquent l'actualité et qui seront au cœur des discussions en 2011 : la question foncière, et la volatilité des prix. L'accaparement des terres, tout d'abord, est une thématique ancienne à laquelle sont confrontées les organisations paysannes et les populations locales. Ce phénomène souligne le plus souvent le besoin de réforme agraire au niveau national, et pose la question de l'influence de la société civile dans l'élaboration des lois foncières. Le CCFD-Terre solidaire propose donc de croiser les expériences. D'autre part, à l'occasion du G20, la question de la volatilité des prix agricoles sera posée tout au long de l'année à venir. Cette problématique renvoie également à la question de la régulation des marchés mondiaux, mais aussi nationaux, et de la souveraineté alimentaire.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Programme des activités du CCFD-Terre Solidaire 8 et 9 février 2011

A noter :

- les dates et horaires des activités ne sont qu'indicatifs. Un programme définitif vous sera distribué le premier jour du forum.
- ces activités sont celles inscrites par le CCFD-Terre Solidaire – le CCFD-Terre Solidaire participera à d'autres activités d'organisations partenaires ou alliées.
- ce document ne reprend que les activités auto-organisées du 08 et 09 février. Le programme des assemblées pour l'action, prévues le 10 et 11 février, sera défini sur place.

• MIGRATIONS

1/ La chaîne de sécurisation et d'appui aux migrants sur les routes du Sahara, d'Alger à l'Afrique côtière

Cet atelier souhaite montrer comment, d'Alger à l'Afrique côtière et centrale, les associations et missions se sont jointes pour venir en aide aux migrants en déshérence sur les routes sahariennes. Il s'agira de faire partager les efforts de construction de contre-pouvoir collectif de la société civile dans cette zone Maghreb-Sahel suite à la Rencontre de Gao de 2009.

Organisations impliquées : CCFD-Terre Solidaire, ABCDS Maroc, Rencontre et Développement Algérie, Caritas Nouadhibou-Mauritanie, Alternatives Espace Citoyens Niger

Date et horaires indicatifs : 7 février – 16h-19h

2/ Frontières, zones de fractures ? Analyse comparative frontières UE-Maghreb-Sahel et USA-Mexique- Guatemala

Cet atelier a pour objet de comparer les deux zones UE-Maghreb-Sahel et USA-Mexique-Guatemala, zones de fortes pressions migratoires dans lesquelles les frontières sont vécues quotidiennement par les migrants comme de véritables fractures. Il s'agira pour les acteurs de ces différentes zones de pouvoir partager leur analyse et leurs activités d'acteurs de société civile et envisager des convergences.

Organisations impliquées : CCFD-Terre Solidaire, ABCDS Maroc, Alternatives Espaces Citoyens Niger, Enlace Mexique

Date et horaires indicatifs : 8 février – 16h-19h

3/ Quelles alternatives économiques au départ systématique ? La mobilisation collective des jeunes rapatriés ou refoulés

Plus de 5000 jeunes migrants ont été rapatriés au Sénégal des îles Canaries depuis 2006. Certains d'entre eux se sont organisés collectivement pour se réinsérer et retrouver leur place chez eux, suite aux situations dramatiques qu'ils avaient vécues. Cet atelier leur permettra de témoigner et de montrer comment ensemble il est possible de trouver des alternatives au départ, pour que ce départ en migration soit le résultat d'un véritable choix.

Organisations impliquées : CCFD-Terre Solidaire, Caritas Dakar Sénégal, SIDEB Sénégal, GIE des migrants de Mbour Sénégal, GIE And Tokk Liguey Kayar Sénégal

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



4/ Pôles émergents : pôles d'attraction des migrants ? Comparaison Brésil / Afrique du Sud / Thaïlande

Le Brésil, l'Afrique du Sud et la Thaïlande deviennent progressivement des pôles émergents qui attirent de plus en plus de migrants des différents continents. Ces arrivées de migrants, massive pour l'Afrique du Sud, plus modérée pour le Brésil, posent de véritables questions d'accueil, d'intégration et de vivre-ensemble de ces arrivants dans ces nouvelles sociétés d'accueil. Il s'agira de comparer les expériences de chacun et d'analyser les possibles convergences.

Organisations impliquées : CCFD-Terre Solidaire, ARESTA Afrique du Sud, CAMI Brésil, GHRE Thaïlande

Date et horaires indicatifs : 9 février – 16h-19h

5/ Dans le Sahara comme au Brésil, la migration africaine dans la mondialisation

Des acteurs engagés analysent les dynamiques de mobilité des populations africaines dans deux zones du monde situées au cœur des nouveaux processus de circulation et des mutations de la géographie des migrations :

- Brésil, pôle émergent d'attraction et d'accueil de migrations internes et internationales,
- Sahara et Bassin Méditerranéen, zones de fracture et de tensions au sud d'une Europe qui se ferme.

Intervenants: Acacio ALMEIDA - Casa das Africas (Brésil),

Date et horaires indicatifs: 8 février – 08h30-11h30

• SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Deux sous-thématiques ont été définies pour la mobilisation du CCFD-Terre Solidaire à l'occasion du FSM de Dakar : la question foncière, et la volatilité des prix.

1/ Quelle contribution de la société civile pour une nouvelle gouvernance foncière à l'échelon national ?

L'accaparement des terres met en lumière le manque de prise en compte des droits des communautés locales et l'absence de consultation des populations et organisations de la société civile dans les lois et réglementation foncières. Ce phénomène met également en exergue l'absence, dans de nombreux pays, de règles d'accès au foncier légitimes et partagées par tous. Entre confrontation et collaboration, quelles leçons tirer (avancées, blocages, stratégie à adopter) des expériences de la société civile en dialogue avec les gouvernements et les acteurs privés pour réformer la gouvernance foncière ?

Organisations impliquées : Instituto Mayor Campesino (IMCA Colombie) ; Federacao de orgaos para assistencia social e educacional (FASE Brésil) ; Synergie paysanne (Bénin) ; Forum des Amis de la Terre (FAT, RDC) ; Servicios Juridicos y Sociales (Serjus, Guatemala) ; Mooriben (Niger) ; Palestinian Farmers Union (PFU, Palestine) ; Asian Human Rights Commission (AHRC Asie du sud-est) ; SERPAJ (Paraguay) ; Land Center for Human Rights (LCHR, Egypte) ; Peuples solidaires (France) ; ACORD (Afrique) ; Collectif défense des terres malgaches Tany (France) ; Broederlijk Delen (Belgique) ; Entraide et Fraternité (Belgique) ; Réseau Foi et Justice Afrique-Europe ; ENDA Europe ; Les Amis de la Vie (France) ;

Date et horaires indicatifs : 9 février – 16h-19h

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



2/ Réguler les marchés agricoles et lutter contre la volatilité des prix à l'occasion du sommet du G20

Depuis la crise de 2007/08, la volatilité des prix agricoles semble devenir un phénomène durable auquel sont confrontés producteurs et consommateurs du monde.

La lutte contre la volatilité a été annoncée par la présidence française du G20 comme une priorité. A travers les interventions, il s'agira de voir quels sont les facteurs de la volatilité actuelle et les conséquences sur les consommateurs et les producteurs ; comment la constitution et la gestion concertée de stocks régionaux et internationaux peuvent limiter la volatilité ; comment lutter contre la spéculation sur les marchés physiques et financiers des matières premières agricoles ; dans quelle mesure les outils de régulation du commerce permettent de contrôler les prix nationaux et/ou régionaux

Organisations impliquées : CCFD-Terre solidaire (France) ; Institute for agriculture and trade policies (IATP, USA) ; Instituto Mayor Campesino (IMCA Colombie) ; Federacao de orgaos para assistencia social e educacional (FASE Brésil) ; Synergie paysanne (Bénin) ; Forum des Amis de la Terre (FAT, RDC) ; Servicios Juridicos y Sociales (Serjus, Guatemala) ; Mooriben (Niger) ; Palestinian Farmers Union (PFU, Palestine) ; Asian Human Rights Commission (AHRC Asie du sud-est) ; SERPAJ (Paraguay) ; Land Center for Human Rights (LCHR, Egypte)

Date et horaires indicatifs : 9 février – 08h30-11h30

3/ les sociétés civiles confrontées à l'accaparement des terres agricoles.

Cette conférence doit permettre la convergence du plus grand nombre d'organisations nationales et internationales, souhaitant travailler de manière coordonnée sur les accaparements de terres. Ses organisateurs chercheront donc à assurer la convergence de cette activité avec d'autres initiatives similaires. La conférence vise (i) à ce que le public puisse appréhender le phénomène d'achats massifs de terres : ses causes, ses acteurs, mais aussi les conséquences que cela implique pour les populations ; et (ii) à identifier de quelle manière les sociétés civiles peuvent affronter ce phénomène, tant au niveau local que international.

Date et horaires indicatifs : 8 février – 08h30-11h30

• REGULATION FINANCIERE

1/ Réformer les politiques fiscales en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale pour plus de justice (atelier francophone)

Présentation des principaux enjeux nationaux et des actions des organisations mobilisées sur ces questions.

Organisations impliquées : Oxfam France, SNUI – Syndicat National Unifié des Impôts, Tax Justice Network Africa, Cercle de recherche et d'Action pour le Développement Communautaire (Cameroun)

Date et horaires indicatifs : 8 février – 16h-19h

2/ Faire campagne pour une meilleure fiscalité dans votre pays et au niveau mondial ? Invitation à rejoindre l'action mondiale contre les paradis fiscaux pour le G20 de novembre 2011

Présentation de la campagne mondiale de mobilisation contre les paradis fiscaux pour le G20 2011 en France (www.endtaxhavenssecrecy.org) et présentation de la démarche française de plaidoyer local pour encourager les collectivités locales à devenir des territoires « stop paradis fiscaux ».

Organisations impliquées : Christian Aid, Tax Justice Network , Oxfam France

Date et horaires indicatifs : 9 février – 12h30-15h30

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Descriptifs des organisations du Sud et de l'Est membres de la délégation du CCFD-Terre Solidaire

Participer au Forum Social Mondial de Dakar signifie pour le CCFD-Terre Solidaire y associer les organisations du Sud et de l'Est qu'il soutient. A Dakar **28 organisations partenaires sont intégrées à la délégation du CCFD-Terre Solidaire, parmi lesquels des acteurs reconnus de la société civile africaine.**

Impliqués sur les axes d'engagement du CCFD-Terre Solidaire définis pour ce forum (migrations, souveraineté alimentaire et régulation financière), ces partenaires organiseront et participeront directement aux activités aux côtés du CCFD-Terre Solidaire. Des partenaires participant pour la première fois au FSM seront également présents au sein de la délégation, dans un objectif de découverte et de formation à ce processus.

PARTENAIRES MIGRATIONS

ABCDS

Pays : Maroc

Représentant : Hicham Baraka

ABCDS est une association, née de la mobilisation de jeunes marocains, qui apporte une assistance d'urgence, sanitaire et juridique aux migrants dans la région d'Oujda, frontalière avec l'Algérie. L'association est également très engagée dans des activités de plaidoyer pour le respect des droits des migrants à travers des activités d'interpellation et de sensibilisation de la population marocaine sur les conditions de vie déplorables des migrants et les atteintes importantes à leurs droits. Association moteur sur les enjeux de migrations, elle est en lien avec beaucoup d'autres associations du nord Maroc et les réseaux de migrants. ABCDS a déjà participé au FSM de Belém et animé un atelier au FSMM de Quito.

Rencontre et Développement

Pays : Algérie

Représentant : Père Jan Heuft

Rencontre et Développement développe des actions d'assistance aux migrants subsahariens en transit en Algérie dans leur parcours vers l'Europe. L'objectif général de la permanence ouverte à Alger est d'accueillir des migrants subsahariens en détresse et depuis 2006, de sécuriser le retour volontaire des subsahariens dans l'impasse qui cherchent à rentrer au pays d'origine au travers de relais d'accueil sûrs d'Alger, via Ghardaïa, et Tamanrasset jusqu'à Gao au Mali ou Niamey au Niger. Elle est à l'origine du dispositif de sécurisation de la route des migrants, d'Alger à l'Afrique côtière. Elle a déjà participé à plusieurs FSM, moyen pour elle de faire entendre la situation des migrants en Algérie.

Caritas Gao

Pays : Mali

Représentant : Père Anselm Mawhera

Caritas Gao est au cœur des dynamiques associatives portant sur la question migratoire au Mali. Depuis mai 2008, elle a initié des relations régulières avec d'autres associations maliennes travaillant sur les migrations et basées à Bamako ou à Kidal (Aide Mali, JICI, AME...). Ces associations et groupes (Caritas, Direy Ben, Aide Mali, Aracem, AME, Croix Rouge Internationale....) se sont progressivement mis en partenariat local pour ouvrir la Maison du Migrant de Gao qui offre aujourd'hui tous les mois à environ 150 migrants refoulés du Maghreb, accueil, accompagnement aux démarches, hébergement provisoire et acheminement vers les régions d'origine. L'association a déjà participé au FSM de Bamako.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Alternative Espace Citoyens

Pays : Niger

Représentant : Hassane Boukar

Acteur expérimenté de la société civile nigérienne, engagé au plan national et international dans la dynamique des forums sociaux et des mobilisations collectives, l'association Forum Alternatives Espace Citoyens s'engage depuis plusieurs années dans des actions de plaidoyer, de sensibilisation et d'interpellation publique sur la question des départs des jeunes migrants vers le Maghreb à Niamey, Agadez et les autres villes de départ et de transit du Niger. Moteur du Forum Social Africain, l'association a déjà participé au Sommet Citoyen sur les migrations en octobre 2008 à Paris, aux activités Migrations des derniers FSM et a animé un atelier avec le CCFD au FSMM de Quito.

Romani CRISS

Pays : Roumanie

Représentante : Magda Matache

Romani CRISS fait un travail de promotion et de défense des droits humains pour les Roms de Roumanie, par l'assistance légale dans des cas de discrimination et la prévention des discriminations dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du travail. L'association encourage l'auto-mobilisation des communautés locales et l'émergence de structuration collective des Roms dans toutes les régions de Roumanie afin qu'ils participent directement et pleinement à la construction de la société roumaine, avec les mêmes droits que les autres citoyens. Romani CRISS n'a jamais participé au FSM et la question des Roms n'y a jamais été abordée. Sa participation pourra permettre à l'association d'entrer dans la mouvance des forums sociaux où beaucoup d'organisations de base viennent faire émerger des questions de fond sur les sociétés multiculturelles et la construction d'un vivre-ensemble. Le FSM pourra ainsi être un espace de débats de fond pour aborder la question des Roms comme minorité européenne.

ARESTA

Pays : Afrique du Sud

Représentant : Charles Mutabazi

Préoccupée par la question de l'intégration des migrants en Afrique du Sud, Aresta offre des cours d'anglais à plus de 950 réfugiés par an à CapeTown. L'association développe aussi des actions d'aide à l'insertion professionnelle. Un programme de plaidoyer et de médiation se met progressivement en place pour former les fonctionnaires d'Etat sur la législation en vigueur et informer les migrants sur leurs droits. Petite structure dynamique, Aresta a su s'imposer comme l'un des membres clés du réseau Tutumike regroupant les associations du Cap travaillant auprès des migrants et du CORMSA, réseau national. Il s'agit de sa première participation à un Forum Social Mondial.

Pastorale des migrants

Pays : Brésil

Représentant : Paulo Illes

Basé à Sao Paulo, le SPM a ouvert une « Maison du Migrant » qui accueille des personnes venues de toute l'Amérique Latine. Il organise différents types de programmes : conseil et assistance juridique, sensibilisation de l'opinion publique, plaidoyer pour une évolution de la législation sur les migrations, soutien à des activités génératrices de revenus, etc. L'équipe de Sao Paulo intervient aussi dans le cadre de la traite de personnes, qui affecte en particulier des travailleurs sans papiers du secteur textile, bien souvent des Boliviens soumis à des conditions de travail semi-esclave. Le SPM est un acteur clé du Forum Social Mondial et est notamment à l'origine de la création du Forum Social Mondial des Migrations (FSMM), dont il est membre du Comité international.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Enlace

Pays : Mexique

Représentante: Ana Elena Barrios

ENLACE est une association qui encourage les processus de développement local durable dans des régions indigènes et paysannes au centre et au sud du Mexique, notamment dans le Chiapas. Elle a pour mission de promouvoir le renforcement et l'action de groupes populaires, communautés et organisations paysannes et indigènes en matière d'alternatives de développement local, contribuant ainsi à la construction d'une société plus juste, solidaire et durable. A partir d'une étude diagnostic menée fin 2009 sur la situation des migrants à la frontière entre le Mexique et le Guatemala, l'association a choisi de s'impliquer fortement dans un travail de plaidoyer politique. L'association a déjà participé à un atelier conjoint avec le CCFD au FSMM Quito.

Kaagapay

Pays : Philippines

Représentante : Goldy Luck Omelio

Créée pour venir en aide et mieux protéger les travailleurs expatriés philippins, l'association Kaagapay intervient dans la région nord de l'île de Mindanao aux Philippines. L'association offre différents types de services, aussi bien destinés aux migrants expatriés travaillant ou ayant travaillé à l'étranger qu'à leur famille restée sur place : conseil et assistance juridique, information et documentation sur les conditions de travail à l'étranger, dénonciation des agences de recrutement qui ne respectent pas les droits des migrants, suivi psychologique des migrants rentrés au pays, soutien d'activités génératrices de revenus des migrants rentrés au pays, etc. Kaagapay a participé au FSMM de Quito avec le CCFD-Terre Solidaire.

GHRE

Pays : Thaïlande

Représentant : Htoo Chit

Impliquée à l'origine sur les enjeux des droits humains à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, GHRE apporte son soutien aux migrants birmans vivant au Sud du pays sur des questions d'accès à l'éducation, aux droits humains et à des conditions de travail dignes. L'association travaille au niveau local et national pour favoriser la protection sociale et le développement social et économique des communautés birmanes vivant dans les zones affectées par le tsunami de 2004. L'association propose ainsi des formations, un accès à l'éducation et aux loisirs pour les enfants. GHRE fournit aussi un soutien administratif et technique aux travailleurs immigrés (enseignement, documentation, assistance, prévention sida). Leur travail s'inscrit dans des réseaux nationaux et d'Asie du Sud-Est visant à faire évoluer les mentalités et les politiques concernant les migrants. Il s'agit de sa première participation à un FSM.

PARTENAIRES SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

PFU – Palestinian Farmers Union

Pays : Palestine

Représentant : Rami Abuzaina

L'union des Fermiers Palestiniens est une organisation à but non lucratif créée en 1993. Elle regroupe 220 comités et groupements agricoles en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Le secteur agricole est, tant économiquement que culturellement, un secteur clé en Palestine. C'est aussi le secteur le plus durement touché par l'occupation israélienne et ses conséquences : confiscation de terres, dégradation des cultures, déracinement des oliviers, destruction des systèmes d'irrigation.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



En outre, avec la construction du Mur, les agriculteurs rencontrent de plus en plus de difficultés pour produire et commercialiser leurs produits. Dans ce contexte, les principaux objectifs de PFU sont d'encourager l'action collective des paysans et leur organisation en coopératives, de les aider à renforcer leur influence pour peser sur les décisions de politique agricole, de les représenter et défendre leurs droits professionnels et de promouvoir un rapport responsable à la terre.

Synergie Paysanne - SYNPA

Pays : Bénin

Représentante : Marion Lavagbe

Synergie Paysanne est un syndicat paysan béninois né en 2002 qui a vocation à défendre les intérêts des petits paysans sur le plan politique. Il se mobilise contre la politique libérale pro agro-business du gouvernement béninois, qui tente de favoriser les investissements étrangers et les grandes exploitations. SYNPA est très actif contre l'introduction des OGM, contre la réforme libérale de la loi foncière, contre le développement massif des agro carburants et se bat pour une politique agricole qui place les petits producteurs et l'agriculture familiale au centre des priorités. SYNPA agit en lien permanent avec La plate-forme des organisations paysannes béninoises.

Serjus – Services Sociaux et Juridiques

Pays : Guatemala

Représentant : Miguel Estuardo Ramirez Ortiz

L'objectif de SERJUS est d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales et de promouvoir leur participation à la construction démocratique, depuis le niveau local, en passant par les structures municipales et les autres sphères de la société et de l'Etat. Pour cela, SERJUS travaille sur le plan de la formation de leaders, tournée vers des pratiques autogestionnaires et autour de projets "alternatifs" de développement ; ainsi que sur l'appui juridique aux organisations rurales de base guatémaltèques. L'appui à des populations indigènes cherche à revaloriser la culture maya et raffermir le tissu social communautaire, comme dans la région d'Ixcán, une zone très affectée par le conflit armé. Cette région assiste également aujourd'hui à un rapide développement de la culture de la palme africaine, destinée à la production d'agro-carburants. Elle concentre aussi nombreux projets de construction de grands barrages, qui menacent les moyens de vie des communautés environnantes. Pour contrecarrer le phénomène de la vente des terres des paysans, SERJUS et autres organisations mènent campagne pour le droit à l'alimentation et cherchent à installer des projets productifs agro-écologiques.

FAT – Forum des Amis de la Terre

Pays : République Démocratique du Congo

Représentant: Simplex Kambale Malembe

Le Forum des Amis de la Terre est un collectif créé en 2007 dans la province du Nord Kivu, à l'Est de la RDC, qui regroupe plusieurs acteurs de la société civile, des universitaires et des chefs coutumiers. Il mène un plaidoyer pour la sécurisation foncière des petits exploitants agricoles. A ce titre, il a contribué à l'élaboration du volet foncier du projet de code agricole porté par le ministère de l'Agriculture, adopté par le Sénat et actuellement en discussion au niveau de l'Assemblée Nationale. Il est reconnu comme un interlocuteur légitime des pouvoirs publics, notamment dans l'optique de la réforme foncière. Par ailleurs, le FAT vise à faciliter la concertation et le dialogue entre les différentes parties prenantes : rédaction, en concertation avec les Chefs coutumiers du Nord-Kivu, d'un « Code de bonne conduite des Chefs coutumiers en matière de gestion foncière » ; lancement d'un groupe de réflexion avec les représentants des petits et des grands exploitants pour une cohabitation respectueuse des droits et intérêts des uns et des autres.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



FASE - Federação de Orgãos para Assistência Social e Educacional

Pays : Brésil

Représentante : Leticia Tura

La Fédération d'Organisations pour l'Assistance Sociale et l'Education (FASE), créée en 1961, est l'une des plus importantes ONG brésilienne. Présente dans plusieurs états du Brésil, elle milite depuis plus de 40 ans pour un modèle alternatif de développement fondé sur la démocratie et la justice sociale. La FASE s'oriente vers la promotion du développement participatif et intégral, par le biais de la formation et du soutien aux organisations populaires et aux syndicats de milieu urbain, ainsi qu'aux petits producteurs et ouvriers agricoles organisés ou en voie d'organisation. La FASE a également mis en place un programme de développement durable basé sur l'agriculture familiale dans le Mato Grosso. Des initiatives de valorisation des ressources naturelles se développent en Amazonie avec des agriculteurs et des pêcheurs. La FASE effectue également un travail important d'articulation et de plaidoyer au niveau national pour influencer les politiques en faveur de la justice sociale. Elle fait partie de l'ABONG (Association Brésilienne des ONGs qui regroupe 270 organisations) et coordonne diverses plates-formes thématiques nationales. La FASE participe activement à chaque FSM.

Mooriben

Pays : Niger

Représentant : Inoussa Ganda

Mooriben est une fédération nigérienne qui regroupe 17 Unions de paysans soit environ 29 000 personnes. La fédération a pour objectifs de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans et la défense leurs intérêts. Mooriben adhère à plusieurs réseaux nationaux et internationaux pour défendre la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation. Chaque Union établit ses priorités et ses besoins afin d'augmenter les rendements de la production vivrière, accéder aux ressources en eau, sécuriser la production par la gestion de stocks et le warrantage, augmenter les savoir faire des paysans et leurs capacités d'organisation.

Serjus – Services Sociaux et Juridiques

Pays : Guatemala

Représentant : Miguel Estuardo Ramirez Ortiz

L'objectif de SERJUS est d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales et de promouvoir leur participation à la construction démocratique, depuis le niveau local, en passant par les structures municipales et les autres sphères de la société et de l'Etat. Pour cela, SERJUS travaille sur le plan de la formation de leaders, tournée vers des pratiques autogestionnaires et autour de projets "alternatifs" de développement ; ainsi que sur l'appui juridique aux organisations rurales de base guatémaltèques. L'appui à des populations indigènes cherche à revaloriser la culture maya et raffermir le tissu social communautaire. Dans la région d'Ixcán, SERJUS participe aux efforts de reconstruction du tissu social, dans une zone très affectée par le conflit armé. Cette région assiste également aujourd'hui à un rapide développement de la culture de la palme africaine, destinée à la production d'agro-carburants. Elle concentre aussi nombreux projets de construction de grands barrages, qui menacent les moyens de vie des communautés environnantes. Pour contrecarrer le phénomène de la vente des terres des paysans, SERJUS et autres organisations mènent campagne pour le droit à l'alimentation et cherchent à installer des projets productifs agro-écologiques.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Asian Human Rights Commission (AHRC)

Région Asie du Sud-est

Représentants : Bijo Francis et Khumar Jain

Asian Human Rights Commission (AHRC) est une ONG régionale basée à Hong Kong, fondée dans les années 1980 par des juristes, des militants des droits de l'homme et des leaders religieux qui se sont engagés pour la promotion de la justice sociale et la lutte contre les violations constantes et systématiques des droits de l'homme en Asie. AHRC travaille comme groupe de soutien régional pour les organisations locales des droits de l'homme dans différents pays, en s'engageant essentiellement à créer de meilleurs mécanismes de protection des victimes de violations des droits de l'homme et des militants des droits de l'homme, et en apportant son aide aux actions de lobbying et de veille au niveau local et international. AHRC dispose également d'un programme spécifique sur le droit à l'alimentation qui lui a permis d'être un interlocuteur reconnu de la Cour suprême en Inde sur la question de la sécurité alimentaire dans le pays.

LCHR – Land Center for Human Rights

Pays: Egypte

Représentant: Karam Saber Ibrahim ALI

Fondé en 1996, le LCHR a été la première organisation de défense des droits des petits paysans en Egypte. Basée au Caire, cette organisation regroupe de nombreux juristes, agronomes, économistes et leaders paysans et travaille sur les questions d'accès à la terre, à l'eau, et de régulation des prix des produits agricoles. LCHR opère de manière intégrée à la fois sur la promotion des droits, à travers des formations et des campagnes de sensibilisation et de communication, et sur la protection des petits paysans, non seulement en matière d'assistance juridique mais aussi sur l'accès à la santé curative et préventive. L'association produit un nombre important de rapports sur les violations des droits, basés sur des études qualitatives et quantitatives auprès des populations et des déterminantes de leur condition vie. LCHR a dernièrement participé à une étude en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire concernant l'impact des accords de libre échange avec l'Union Européenne sur les agricultures locales. Enfin, LCHR mène aussi des actions de sensibilisation et plaidoyer sur les droits des migrants, qu'il s'agisse des Egyptiens souhaitant émigrer ou des immigrés (subsahariens, irakiens, etc.) présents en Egypte.

PARTENAIRES REGULATION FINANCIERE

AIDC (*Alternative Information Development Center*)

Pays : Afrique du Sud

Représentant : Brian Ashley-Hotz

AIDC est une ONG de développement spécialisée dans la recherche, l'éducation et le plaidoyer sur les thèmes de la privatisation, de la globalisation, des politiques économiques et de la justice économique en lien avec de nombreux réseaux nationaux et internationaux tels que le SAPSN (*Southern African People Solidarity Network*) et *Jubilee South*. L'objectif d'AIDC est de sensibiliser et d'informer sur le processus de mondialisation et son impact dans les changements économiques et sociaux que connaît l'Afrique du Sud. Légitime et populaire auprès de nombreux mouvements de base, le rôle d'AIDC est aussi de renforcer les capacités des mouvements progressistes à utiliser les médias communautaires comme éléments clés de la construction de campagnes de plaidoyer fortes et influentes. Au cœur de la stratégie d'AIDC s'inscrit donc la capacité de communication des organisations progressives et la diffusion d'information contribuant au développement d'alternatives. AIDC a fusionné avec le média alternatif *Amandla!* Et focalise principalement son attention sur les médias communautaires identifiés comme vecteurs de transformation sociale.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Dynamique Citoyenne

Pays : Cameroun

Représentante : Christine Andela

Le réseau de suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération connu sous le nom de Dynamique citoyenne est né à Ombé, localité de la région du sud - ouest du Cameroun, en 2005. Sa finalité est de constituer un véritable contre pouvoir citoyen afin d'enraciner la démocratie dans le pays, promouvoir le développement participatif et l'équité sociale et garantir une bonne gouvernance. L'objectif global est donc d'obtenir une implication effective de la société civile dans le débat public à travers le suivi indépendant des politiques publiques.

Les modes d'action de Dynamique citoyenne sont le plaidoyer, le lobbying, les manifestations publiques, les débats publics, des enquêtes indépendantes, des fora alternatifs, ...

Equipo Pueblo

Pays : Mexique

Représentante : Ivette Lacaba Dominguez

Equipo Pueblo a pour objectif de renforcer la démocratie et la citoyenneté au Mexique. Pour ce faire, Equipo Pueblo contribue à la promotion des débats et l'élaboration de propositions sur les thèmes de l'agenda de développement économique et social au Mexique. Ses actions de plaidoyer l'amènent à une mise en relation avec d'autres organisations similaires au Mexique et en Amérique latine. Parallèlement, Equipo Pueblo mène une action dans 3 arrondissements de la ville de Mexico (Alvaro Obregón, Tlatelolco et Benito Juárez) avec un programme portant sur le droit à l'information et la transparence dans la gestion publique. Il agit aussi dans la municipalité de Jantetelco (Etat de Morelos) en appuyant des initiatives économiques de groupes de femmes rurales et en promouvant des politiques publiques municipales pour la gestion durable de déchets, avec des résultats probants en la matière. Equipo Pueblo est le référent mexicain de Social Watch et, à ce titre, élabore des rapports annuels sur le suivi des engagements du Sommet mondial sur le développement social (Copenhague 1995).

Latindadd

Amérique Latine

Représentant : Carlos Bedoya

Latindadd est un réseau latino-américain regroupant 17 organisations membres dans 9 pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Honduras, Nicaragua, Pérou et Uruguay). Ce réseau milite pour une refonte de l'architecture du système financier international qui permette de dénoncer les impacts négatifs des politiques financières et économiques internationales. Pour ce faire, il œuvre en faveur de l'annulation et rééchelonnement de la dette des pays pauvres et très endettés, agit avec ses membres des pays concernés en faveur d'une bonne gouvernance économique (audit des politiques publiques et contrôle citoyen pour une gestion rigoureuse du budget de l'Etat, lutte contre la corruption, audits de la dette, etc.), développe une analyse critique et alternative des politiques qui sous tendent les modèles de développement économiques en vigueur dans les pays du continent latino-américain. Latindadd et le CCFD-Terre Solidaire travaillent régulièrement ensemble, notamment depuis le Forum social mondial de Belém de 2009 au cours duquel ils ont lancé l'Appel de Belém pour "remettre la finance à sa place", face à la crise financière. Ensemble, ils mènent des actions de plaidoyer auprès de l'ONU, pour dénoncer notamment les dettes contractées par des dictateurs ou les paradis fiscaux.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



TJN-Afrique

Panafricain

Le Réseau mondial pour la justice fiscale s'est constitué dans la continuité des réunions du Forum social européen de Florence, à la fin de 2002, et du Forum social mondial de Porto Alegre, au début de 2003, en réponse aux courants nocifs de la taxation mondialisée qui menacent la capacité des Etats à imposer les riches bénéficiaires de la mondialisation. Ces courants ont des incidences inquiétantes sur le développement, la démocratie, les services publics et la pauvreté, ainsi qu'il est expliqué plus en détail dans la Déclaration du Réseau.

Les buts fondamentaux du Réseau sont de faire connaître les problèmes et d'éduquer les parties concernées, de tisser des liens entre les parties concernées du monde entier, en particulier des liens Nord-Sud, de stimuler la recherche et le débat, et enfin d'encourager et de soutenir des campagnes au niveau national et régional.

Les membres du Réseau sont issus de bien des milieux différents: université, professions libérales, finance, ONG de développement, mouvements syndicaux, religieux, politiques et sociaux du monde entier, combattant pour en finir avec la pauvreté et l'oppression.

PARTENAIRES DECOUVERTE DU PROCESSUS FSM

ADIM

Pays : Egypte

Représentant: Nady Abd El Said Khalil

ADIM est une association de développement qui dépend de l'Eglise catholique de Minia. Elle mène des actions principalement dans les domaines de l'éducation, de l'insertion et du développement économique. Quatre publics cibles sont au centre de son action : enfants, jeunes, femmes et paysans. Ainsi, ADIM mène des programmes d'éducation formelle pour la lutte contre l'abandon scolaire et pour l'alphabétisation des femmes ; des programmes d'éducation informelle auprès des jeunes sur l'environnement, la citoyenneté et le dialogue interreligieux. Au niveau économique, il s'agit du soutien aux petits paysans à travers le micro crédit et la formation professionnelle pour les femmes et les jeunes. ADIM souhaite aujourd'hui développer un programme plus important au bénéfice des petits paysans dont la situation ne cesse d'empirer en raison des politiques de dérégulation du marché agricole qui pèsent sur l'accès à la terre, aux intrants et aux crédits.

LST – Law and Society trust

Pays: Sri Lanka

Représentant : Balasingham Skanthakumar

Law and Society Trust est une société à but non lucratif créée en 1982 à Colombo, engagée dans la défense et la promotion des droits de l'homme à travers des activités de recherche et de plaidoyer. L'objectif central de LST est de favoriser le respect du caractère universel, indivisible et interdépendant des droits de l'homme et d'assurer, sur cette base, la justice pour tous. L'équipe de chercheurs militants de LST utilise tous les moyens, canaux et leviers disponibles pouvant favoriser une prise de conscience politique nationale, régionale et internationale vis-à-vis des problématiques investies. Recherche-action, formations aux droits de l'homme, écritures de rapports, travail en réseau et création d'alliances (médias, activistes, bureaucrates, ONG...) sont les instruments « clé » utilisés. LST est par ailleurs l'une des rares organisations de mouvance cinghalaise engagée dans la protection des droits des minorités religieuses (chrétiens, hindous et musulmans) implantées dans les provinces du Nord, de l'Est et de l'Ouest de Sri Lanka. Ses activités menées au centre et au Nord de l'île sont toujours réalisées en étroite collaboration avec les organisations catholiques et les évêques progressistes du pays.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



ALAI – Agence Latino-Américaine D’information

Amérique Latine

Représentante : Sally Burch

L’Agence latino-américaine d’information (ALAI) est un organisme régional d’information et de communication engagé à promouvoir la démocratisation, la participation des secteurs sociaux organisés dans la vie démocratique, les droits humains et l’égalité femmes-hommes. La communication étant un composant stratégique de l’action sociale, ALAI vise la reconstitution d’un tissu communicationnel ample, démocratique, décentralisé et pluriculturel, en syntonie avec les processus de changement social. Parmi ses modes d’action, ALAI édite notamment la revue *América Latina en Movimiento*.

ARK

Pays : Côte d’Ivoire

Représentant : Emmanuel Coulibaly

ARK est une ONG ivoirienne créée en 1994 qui contribue au renforcement des organisations professionnelles et des collectivités rurales dans les départements du Nord de la Côte d’Ivoire (Khorogo, Odienné, Mankono, Ferké). Elle appuie la constitution de groupements paysans, de comités villageois et d’associations de femmes et mène des activités de formation aux techniques agricoles et des activités dans le domaine de la santé. ARK, depuis 2002 et le début de la crise politique, n’a jamais cessé de travailler auprès des populations et a développé d’importantes relations avec les autorités locales et les Forces nouvelles (forces armées rebelles) afin de constituer des espaces de dialogue entre ONG et autorités et de demander à ces dernières le maintien des services sociaux de base. ARK est également engagée aujourd’hui dans un programme d’appui et de formation pour les organisations de base du Nord de la Côte d’Ivoire. Ce programme a pour objectif de renforcer les capacités de ces organisations à travailler en réseau, coordonner leurs actions, échanger leurs expériences et porter une parole commune dans le débat public.

SERPAJ

Pays : Paraguay

Représentante : Cristina Coronel Ovlear

SERPAJ Paraguay fait partie d’un réseau latino-américain créé en 1974. Au Paraguay, le SERPAJ se concentre plus particulièrement sur l’éducation à la paix et aux droits humains, la démilitarisation et la défense des droits des femmes en particulier. Depuis le boom du soja et le développement de la violence contre les organisations paysannes, le SERPAJ est particulièrement impliqué contre la criminalisation de la protestation sociale. Il apporte son soutien aux petits producteurs et aux organisations qui se mobilisent contre la concentration, l’accaparement des terres et subissent fortement la répression policière. Le SERPAJ Paraguay a également fait partie du Comité organisateur du Forum Social des Amériques qui s’est tenu à Asunción en août 2010 et qui s’est concentré sur cette problématique.

PARTENAIRES HORS DELEGATION

Certaines organisations soutenues par le CCFD-Terre Solidaire seront présentes à Dakar sans pour autant figurer dans la délégation du CCFD-Terre Solidaire.

AEPF - Asia Europe People’s Forum

Asie

Depuis 1996, les chefs d’Etat des pays de l’UE et de la plupart des pays d’Asie du sud-est se réunissent alternativement tous les 2 ans en un sommet informel dénommé ASEM (Asia-Europe Meeting). Parallèlement, le Forum Populaire Asie-Europe (AEPF) fait entendre une autre voix, solidaire, des sociétés civiles asiatiques (Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Brunéi, Vietnam, Laos, Cambodge et Birmanie).

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

A travers ses conférences interrégionales, l'AEPF offre un lieu de rencontre internationale unique pour construire des solidarités entre l'Europe et l'Asie, un cadre où peuvent se mener travaux, échanges d'informations, comparaison des problèmes rencontrés dans divers pays, préparation d'action, bilans de campagnes. L'AEPF mène une réflexion critique sur la politique européenne qui entrave le développement des pays du Sud (accords de libre-échange en particulier).

AREDS

Asie

Malgré la mise en place de lois visant à démanteler le système de castes en Inde, dans de nombreux villages, les Dalits ou intouchables vivent en situation de dépendance économique et restent assujettis à des pratiques discriminantes. Dans ce contexte, AREDS (Association for Rural Education and Development Service), ONG indienne de développement basé dans l'état du Tamil Nadu, agit en faveur des paysans sans terre et des femmes de basse caste. AREDS s'attache à renforcer la démocratie locale, via des actions de formation, de mobilisation et de plaidoyer aux différentes échelles du pouvoir politique dans l'état du Tamil Nadu.

ACORD - Association de coopération et de recherche pour le développement

Afrique Générale

ACORD, dont le siège est à Londres, est un consortium d'ONG européennes et canadiennes créée en 1976, dont le CCFD-Terre Solidaire est également membre fondateur. Il développe une stratégie panafricaine en faveur de la souveraineté alimentaire en Afrique et le soutien à l'agriculture familiale et aux petits producteurs. Un des axes majeurs de mobilisation porte sur le Programme Global de Développement de l'Agriculture en Afrique (PGDAA) décidé par l'Union Africaine pour qu'il soit plus favorable aux agricultures familiales et aux petits producteurs face aux industries agro-commerciales. Pour ce faire ACORD se mobilise pour faciliter l'engagement des mouvements sociaux africains, dont les organisations paysannes, sur ces enjeux.

ACORD avait déjà participé au FSM de 2007 à Nairobi et avait lancé à cette occasion une campagne panafricaine contre les APE qui a fédéré l'ensemble des luttes régionales. A l'occasion du FSM 2011 de Dakar, ACORD souhaite sensibiliser les mouvements sociaux africains aux enjeux du programme PGDDA et encourager les convergences à l'échelle panafricaine.

Seront également présents à Dakar l'ONG AMSED (Maroc), le réseau PELUM (Zambie), CONSCG (Guinée), et ASAPSU (Cote d'Ivoire)

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Le CCFD-Terre Solidaire au Sénégal

Le partenariat du CCFD- Terre Solidaire avec des organisations sénégalaises a démarré dans les années 70 en réponse à deux problèmes majeurs : la famine au Nord suite aux sécheresses de 1973 et 1985, et la crise casamançaise au Sud qui menaçait les communautés en majorité chrétiennes.

L'ONG sénégalaise USE, partenaire historique du CCFD-Terre Solidaire

L'USE, créée par la CIMADE dans les années 60, a été la première organisation à nouer une relation avec le CCFD-Terre Solidaire en 1975. A ce jour l'USE rassemble plus de 20 000 membres, en majorité des paysans du Fleuve Sénégal. Elle intervient aujourd'hui sur deux fronts. En milieu urbain, l'organisation répond aux besoins de formation professionnelle des jeunes issus des quartiers pauvres de Dakar grâce à son Centre de Formation *Lamine Guye*, et aux besoins en santé ophtalmologiques de ces mêmes quartiers avec ses deux dispensaires. En milieu rural, dans la région Matam-Podor-Saint Louis-Bake, plusieurs programmes hydrauliques et agricoles environnementaux ont contribué à lutter contre la famine et diminuer l'insécurité alimentaire dans cette zone dès les années 80.

Bien qu'aujourd'hui indépendante financièrement du CCFD-Terre Solidaire, USE qui compte parmi les ONGs sénégalaises les plus importantes reste pour le CCFD-Terre Solidaire une tête de pont pour répondre aux défis migratoire et de la souveraineté alimentaire dans la Région Sahélienne.

Plusieurs partenariats dans la région Casamance.

La **Fédération des femmes de Santa Yalla** a bénéficié pendant dix ans des appuis du CCFD-Terre Solidaire pour ses activités de transformation des produits de la pêche. Elle est aujourd'hui membre de l'**ADEPA**, réseau sur la pêche en Afrique de l'Ouest qui est également partenaire du CCFD-Terre Solidaire.

L'**ASACASE** a bénéficié de l'appui du CCFD-Terre Solidaire de 2000 à 2008 pour ses activités de micro crédit pour les jeunes, les handicapés, les ex combattants et les femmes entrepreneurs en Casamance. Un millier de familles par an ont eu accès aux crédits pendant dix ans.

L'activité crédit est à présent réalisée au sein d'une structure indépendante de l'association avec l'appui de l'Etat sénégalais. L'association a été la première à organiser durant trois ans au Sénégal une opération nationale de solidarité 6-12-6 pour mobiliser des dons sénégalais dans la lutte contre la pauvreté. L'ASACASE continue à se mobiliser pour l'emploi des jeunes de Casamance avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire et leur propose à ce jour une formation professionnelle en alternance pour s'investir dans une agriculture durable et performante. Elle participe avec d'autres partenaires à la réalisation d'un programme d'urgence contre l'insécurité alimentaire.

Un important travail pour la gestion des conflits et d'éducation à la paix a été mené depuis 2005 avec le **collectif des ONG de Casamance** et l'organisation **Pacte** pour consolider le processus de réconciliation devant aboutir à des accords de paix définitifs entre la rébellion casamançaise et le gouvernement du Sénégal. Le CCFD-Terre Solidaire a aussi soutenu les activités de **JCTLIS**, un organisme de formation professionnelle et de réinsertion des pré-délinquants et de **CIBITTI**, une association qui a pour but d'améliorer les conditions de détention et préparer la réinsertion des prisonniers. Enfin dans cette région, le CCFD-Terre Solidaire s'implique dans des actions de prévention des conflits à travers le soutien du réseau **Congad** qui met en place des projets de développement communaux participatifs à Ziguinchor et Bignona.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Dans la région de M'Bour

Dans la région de M'Bour, en partenariat avec la SIDI (filiale du CCFD-Terre Solidaire créée pour prolonger ses activités dans le domaine de la micro-finance), le CCFD-Terre Solidaire soutient l'association **JAPPO**. Cette structure a été créée pour développer l'emploi des jeunes et faciliter l'écoulement des produits des paysans dans la région de M'Bour. Deux escales restaurants ont été créées. Une dynamique de développement socio économique dans cette région a été envisagée avec la mobilisation de plusieurs associations travaillant sur la pêche, le maraîchage, le solaire, le tourisme et le commerce équitable. Le CCFD-Terre Solidaire a également initié un partenariat avec **Enda Made Sahel** à M'Bour pour faire participer les femmes à la production de plantes médicinales.

Au niveau régional le partenariat avec l'**ADEPA** s'est intensifié avec la mise en œuvre d'un nouveau plan d'action pour la période 2010-2012 qui vise le renforcement des capacités des organisations professionnelles de la pêche artisanale pour en assurer la promotion, la lutte pour la reconnaissance et la valorisation des acteurs, la communication, les études et la recherche.

Depuis 2006, le CCFD-Terre Solidaire impliqué dans des projets de soutien aux migrants.

Le CCFD-Terre Solidaire a commencé à travailler sur les questions de migrations à partir de 2006 lorsque les jeunes candidats au départ ont pris les pirogues pour tenter de rejoindre les îles Canaries, première porte d'entrée de l'Europe. Suite à ces départs massifs, plus de 5000 jeunes ont été rapatriés au Sénégal sans aucune aide, après avoir tout perdu. Le CCFD-Terre Solidaire s'est alors fortement impliqué pour aider ces jeunes à s'organiser collectivement, afin qu'ils se remettent debout, qu'ils se réinsèrent et retrouvent leur place dans le village, et la société.

Le Programme migrants du CCFD-Terre Solidaire développe depuis trois ans avec divers partenaires sénégalais, des actions variées portant aussi bien sur la création d'alternatives économiques et d'outils de réinsertion des rapatriés, la sécurisation des routes du retour que la constitution de capacités collectives d'interpellation des pouvoirs publics sur les enjeux sociaux et politiques de ce nouveau phénomène migratoire. La diversité des actions mises en route et le besoin de mise en réseau vers plus d'efficacité et de visibilité, rend aujourd'hui indispensable le renforcement dans chaque territoire, d'une tête de réseau dotée d'un ancrage territorial et d'une surface institutionnelle plus reconnue.

Le CCFD-Terre Solidaire a à ce jour développé trois partenariats formels et est en contact avec de plusieurs groupes de jeunes rapatriés.

Partenaire du CCFD depuis 2006, **l'association Sideb** vient en appui aux groupements de jeunes professionnels de la pêche, rapatriés d'Espagne, dans différents villages: Mbour, Kayar, Thiaroye, Thiadaye et Diourbel, qui cherchent à se constituer à la fois comme groupe de pression auprès des pouvoirs publics (acquisition de visas réguliers, accès à la formation,...). L'association intervient dans l'insertion professionnelle des jeunes par la formation et l'accompagnement vers des activités économiques, sociales et culturelles et négocie avec les services de l'Etat, des collectivités et des établissements financiers, des fonds d'appui pour les jeunes en sortie de formation : accueil, domiciliation et suivi de financements jeunesse (FNJS) et installation en milieu rural dans le cadre du programme REVA, des candidats à l'émigration refoulés.

Le GIE des migrants de Mbour, formé en novembre 2007, regroupe plus de 150 jeunes ex-migrants dont la majorité a été rapatriée des centres de rétention des Iles Canaries. Tous issus des milieux professionnels de la pêche de Mbour, ils ont majoritairement entre 20 et 30 ans et nombreux sont ceux qui avaient déjà constitué une famille avant de tenter l'émigration.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Dans un premier temps, le partenariat avec le CCFD a permis aux jeunes de se mettre en situation de gérer des projets économiques de manière collective et de renforcer les liens de solidarité déjà existants entre migrants rapatriés et candidats au départ. Le GIE permet aujourd'hui aux jeunes de réaliser des activités génératrices de revenus, de lutter ainsi contre le sous-emploi des jeunes dans leurs localités et ainsi de faire reculer les départs systématiques et mal préparés vers l'émigration et l'exil.

Enfin, **la Caritas diocésaine de Dakar**, partenaire de travail du Programme migrants depuis trois ans sur de multiples terrains (séminaires de réflexion et d'échanges sur l'émigration et le sous-emploi des jeunes, participation au processus de Gao sur les routes migratoires, vivre ensemble et dialogue islamo chrétien et processus de préparation du FSM de Dakar 2011) joue le rôle de structure pivot à laquelle s'adossent les associations plus jeunes impliquées auprès des migrants et devient ainsi le référent sénégalais faisant interface avec les groupes nationaux sahéliens partenaires, partie prenante des processus et dynamiques de migrations en cours dans la sous région.

A l'occasion du FSM, le CCFD-Terre Solidaire organise le 4 février des visites de terrain auprès de certains de ces partenaires sénégalais pour les bénévoles de l'association qui participent au Forum. Ces visites sont également proposées aux médias qui le souhaitent).

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Le CCFD-Terre Solidaire 1ère ONG française de développement

Créé en 1961, le CCFD Terre Solidaire a pour mission de développer la solidarité internationale en France et dans les pays du sud. Pour ce faire, il s'appuie sur 3 lignes d'action complémentaires :

- **Le soutien à des initiatives de développement** promues et mises en œuvre par des partenaires situés dans des pays du Sud et de l'Est.
- **Une politique d'éducation au développement** en France qui incite le citoyen à exercer sa responsabilité et à agir individuellement et collectivement.
- **Une démarche de plaidoyer** auprès des responsables politiques et économiques français, européens et internationaux, pour qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des populations du Sud.



Première ONG française de développement avec **40 millions d'euros de budget** et près de **500 initiatives soutenues** chaque année dans plus de **60 pays du Sud et de l'Est**, le CCFD-Terre Solidaire a acquis un savoir faire et de nombreuses références dans le dialogue avec les sociétés civiles de ces pays. Ses ressources financières proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole : en 2009, plus de **350 000 donateurs** ont fait confiance à l'ONG, lui assurant **82,9% de ses ressources** (le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la charte du don en confiance). Une partie de ses fonds provient également de produits financiers qu'il propose aux épargnants pour qu'ils fassent de leur argent un outil au service du développement. L'association peut compter sur la mobilisation d'un réseau de **15 000 bénévoles** et sur une équipe de **170 salariés** à Paris et en région. Enfin, elle participe à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

Dates-clés du CCFD-Terre Solidaire

13 janvier 1961 : Création du Comité catholique contre la faim (CCCCF) selon la Loi 1901

1968 : Première campagne de sensibilisation destinée aux jeunes.

1983 : Création du premier produit financier de partage, le FCP "Faim et Développement", associant légitime rémunération de l'épargne et aide au développement ; création de la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD qui appuie des structures de financements de proximité.

1984 : Le CCFD est reconnu Association d'utilité publique.

1986 : Le CCFD devient membre d'Conseil national de la solidarité.

1992 : Terre d'Avenir, forum international du développement organisé par le CCFD au Bourget, réunit 60 000 personnes

1993 : Le CCFD est déclaré Grande cause nationale de l'année.

1998 : Le CCFD obtient le Statut spécial consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

2008 : le CCFD associe un prénom à son nom et devient le CCFD-Terre Solidaire.

ANNEXE 1 : Le CCFD- Terre Solidaire au fil des FSM

L'implication du CCFD a accompagné l'élargissement et la croissance des Forums Sociaux Mondiaux. De deux salariés et quatre partenaires du Sud lors du FSM de 2001, la participation du CCFD atteint pour 2011, quinze salariés, trente bénévoles du Réseau, six représentants des MSE ainsi que trente partenaires du Sud. Le FSM est un temps fort qui permet au CCFD-Terre solidaire et aux partenaires d'élargir leurs réflexions, leurs alliances et leurs initiatives.

2001 : Porto Alegre, Brésil

Parmi les 20 000 participants de ce premier Forum Social, venus de 117 pays, deux salariés et quatre partenaires étaient présents pour représenter le CCFD-Terre Solidaire. **C'est au retour de cette expérience que le CCFD-Terre Solidaire a choisi de s'impliquer dans ce processus.**

2002 : Porto Alegre, Brésil

Le deuxième FSM a été une réussite à plusieurs niveaux. Dans l'ensemble, l'ampleur a été trois fois plus importante que lors du premier Forum. **Ce deuxième Forum a marqué le passage de la critique altermondialiste, alors appelée antimondialiste, à la proposition d'alternatives concrètes au modèle néolibéral.** La mobilisation des partenaires du CCFD a été particulièrement importante avec une vingtaine de partenaire dans la délégation, et cette forte présence a permis une visibilité du CCFD-Terre Solidaire au Forum.

Lors de cette deuxième édition, le CCFD-Terre Solidaire a organisé pour la CIDSE (coalition d'organisations catholiques européennes qui travaillent dans le domaine du développement) une conférence sur la dette des pays pauvres qui a abouti à un ensemble de huit propositions par les participants.

2003 : Porto Alegre, Brésil

Le succès de cette troisième édition se mesure certes au nombre croissant de participants depuis les dernières éditions mais aussi à la forte présence de jeunes et au nombre d'ateliers organisés. **Ce forum a été marqué par la thématique anti-guerre,** portée par l'actualité internationale d'alors et les prémices de l'intervention américaine en Irak. La place aux propositions d'alternatives pour un autre monde s'est renforcée.

Le CCFD-Terre Solidaire y était très présent. Cet engagement s'est traduit par la forte participation des partenaires et des salariés. Le CCFD-Terre Solidaire a pris part à plusieurs activités, sur l'émergence d'une citoyenneté planétaire, la paix et le dialogue interculturel et les nouvelles initiatives pour la promotion de l'annulation de la dette.

2004, Mumbai, Inde

Le processus des FSM est devenu d'avantage mondial avec ce quatrième volet. Un élargissement géographique et culturel s'est opéré, en dépassant la seule culture latine et occidentale. Ce forum est également devenu plus social par la très forte présence indienne et asiatique et surtout d'organisations populaires d'exclus : les Dalits - les intouchables- et les Adivasi - les populations tribales.

Un accent particulier a été mis sur la participation active des partenaires du CCFD- terre Solidaire aux activités du Forum.

Le CCFD-Terre Solidaire a proposé plusieurs activités, organisées avec ses partenaires, associations de solidarité françaises ou organisations du Sud, parmi lesquelles les droits des minorités dans le contexte de la mondialisation, le rôle des sociétés civiles dans les processus de paix, les femmes actrices de changement social, ...

2005 : Porto Alegre, Brésil

Lors de ce forum le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé pour demander la mise en œuvre de moyens efficaces pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Le CCFD-Terre Solidaire a participé aux deux campagnes "2005 : plus d'excuses !" et "Assez de paroles, des actes !". Il a également contribué à l'élaboration de propositions alternatives pour un monde plus juste et favorisé la participation directe des sociétés civiles du Sud aux débats sur les grands enjeux mondiaux.

Quarante responsables associatifs venus d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie-Pacifique, du bassin méditerranéen et des pays de l'Est ont été invités à participer aux séminaires et ateliers en fonction de leurs centres d'intérêt. Ils ont renforcé leur capacité d'intervention dans leurs pays grâce aux échanges et à la mise en réseau que permet le Forum social mondial.

2006 : Forum Polycentrique : Mali, Venezuela, Pakistan

Le Forum social mondial 2006 s'est déroulé en trois endroits pratiquement en même temps : à Bamako au Mali, à Caracas au Venezuela, à Karachi au Pakistan en mars 2006. A Bamako, le CCFD-Terre a coordonné et animé un atelier intitulé « **Société civiles africaines et européennes face aux politiques migratoires de l'Europe** », en partenariat avec Migreurop, Femmes de la terre, Fécodev et Asiad. Cette activité a séduit près d'une centaine de participants qui ont fait remonter une vingtaine de propositions.

A Caracas, la délégation CCFD-Terre Solidaire était plus restreinte. Elle a animé une activité, avec la CPT et la FNC, intitulée « **Le soja s'étend, la vie s'éteint** » sur la viabilité de l'extension du soja en Amérique Latine. Lors de cet atelier une trentaine de personnes ont participé activement ce qui a permis d'envisager de quelle manière mieux articuler l'action du CCFD-Terre Solidaire en Europe avec la réalité d'Amérique Latine, ainsi que de renforcer la dynamique Sud-Sud sur cette question.

2007 : Nairobi, Kenya

Pour la première fois le Forum social mondial s'est déroulé en Afrique. L'effet direct a été la plus grande participation des organisations des sociétés civiles africaines pour qui les enjeux de ce Forum étaient doubles. Il s'agissait de prolonger la dynamique des Forum continentaux et de réaffirmer le respect des droits fondamentaux des individus et des peuples, le droit à des élections libres, le droit de vivre en paix.

Pour cette septième édition le CCFD-Terre solidaire a organisé plusieurs activités :

- La lutte contre l'impunité et devoir de mémoire pour résoudre les conflits et permettre la réconciliation
- La contribution des ONG confessionnelles à construction de la paix
- La jeunesse dans la construction de la paix
- Un atelier sur l'Education au développement et l'éducation populaires

2009 : Belém, Brésil

Au Forum de Belém, la délégation du CCFD-Terre solidaire et ses partenaires du Sud ont moissonné de nombreuses expériences d'alternatives à la mondialisation ultra libérale et travaillé à des convergences avec d'autres acteurs de solidarité au Nord et au Sud pour construire un monde plus juste (pour tous et en particulier pour les plus pauvres). Deux sujets ont été particulièrement approfondis : **la consolidation des réponses à la crise financière, et la réflexion sur les modèles énergétiques en lien avec la gestion durable des ressources naturelles.**

Le CCFD-Terre solidaire a très largement contribué à l'organisation des rencontres regroupant les principaux réseaux internationaux et thématiques d'ONG et de syndicats travaillant sur les questions de dette, de régulation financière et fiscale. Ce texte a été finalisé en Assemblée thématique, et a continué à recueillir des signatures d'organisations après le FSM. Les propositions de taxes mondiales, de création d'un nouveau système de réserves internationales, le démantèlement des paradis fiscaux, la surveillance stricte des mouvements de capitaux, la lutte contre la spéculation sur les matières premières sont autant de propositions formulées lors de l'assemblée thématique finale de l'édition de Belém.

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64

Annexe 2 : Petit historique du Forum Social Mondial et temps forts de Dakar

Source CRID – plus d’info sur www.fsm2011.org

Le Forum Social Mondial est né à l’initiative d’acteurs des sociétés civiles du Sud, notamment la société civile brésilienne, pour faire entendre des voix alternatives au moment où se réunit chaque année le Forum Economique Mondial de Davos. Le FSM a ainsi été dès son origine un espace où s’exprime la contestation de l’ordre économique néolibéral, représenté par les Institutions Financières Internationales (Banque Mondiale et FMI) et l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il s’inscrit dans la continuité des mobilisations contre l’OMC en 1999 à Seattle, ou de la mobilisation contre le G8 à Gênes en 2002 et se retrouve autour du slogan désormais célèbre « **un autre monde est possible** ».

Le FSM est un espace ouvert de rencontres plurielles, diversifiées, non-gouvernementales et non-partisanes. Ces rencontres de forme décentralisée stimulent le débat, la réflexion, la formulation de propositions, l’échange d’expériences et l’articulation entre les organisations et les mouvements engagés dans des actions concrètes pour la construction d’un autre monde, plus solidaire, démocratique et juste, du niveau local à l’échelle internationale.

C’est également un espace horizontal mené par les participants. Ils sont consultés sur les thèmes proposés, et organisent eux-mêmes leurs activités sur le Forum. Pour permettre ce fonctionnement horizontal et démocratique, les participants doivent accepter les principes énoncés dans la charte et notamment ne pas appartenir à un groupe armé, ni représenter un parti politique. Le FSM ne s’organise ni autour d’un chef, ni de portes paroles officiels et n’émet pas de déclaration finale. La charte permet donc la participation d’un grand nombre de familles d’acteurs qui se retrouvent autour de ces principes. Appartenant à la société civile à divers titre on retrouve aussi bien des associations de niveau local que des ONG de dimension internationale, des syndicats, des groupes de défense de l’environnement, des organisations de femmes, des médias alternatifs.

Le FSM au fil des années

L’idée est née au Brésil en 2000 et s’est concrétisée autour de deux hommes :

- **Oded Grajew**, président de l’association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (CIVES) et inventeur du Forum
- **Francisco (Chico) Whitaker**, secrétaire exécutif de la commission Justice et Paix de la conférence épiscopale brésilienne

Du Brésil...

Les trois premières éditions du Forum Social Mondial, en 2001, 2002 et 2003, ainsi que la cinquième en 2005, se sont déroulées à *Porto Alegre au Brésil*. Ces premières éditions ont été organisées par un comité d’organisation (CO) formé par huit organisations brésiliennes: Abong (Association Brésilienne des ONG), Attac, CBJP (Commission Brésilienne de Justice et de Paix), Cives (Association des entrepreneurs pour la citoyenneté), CUT (Centrale Unique des Travailleurs), Ibase, MST (Mouvement des Sans Terre) et le Réseau Social de Justice et des Droits de l’Homme.

Les 11 éditions du FSM

2001, 2002, 2003

Porto Alegre (Brésil)

2004

Mumbai (Inde)

2005

Porto Alegre (Brésil)

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Au monde entier.

En 2004, l'événement mondial a pour la première fois été réalisé hors du Brésil, en Inde (à *Mumbai*). En 2006, toujours en expansion, le FSM s'est déroulé de manière décentralisée sur trois continents: à *Bamako (Mali)*, à *Karachi (Pakistan)* et à *Caracas (Venezuela)*. En 2007, il s'est de nouveau déroulé de manière centrale, à *Nairobi (Kenya)*.

En 2008, le Forum Social Mondial n'a pas eu lieu en un seul point de rencontre mais une *journée mondiale d'action et de mobilisation* organisée le 26 janvier 2008 a permis la réalisation de plusieurs centaines d'événements à travers le monde, rassemblant ainsi entre 200 000 et 350 000 personnes.

En 2009, le FSM est retourné au *Brésil (Belém)* où plus de 130 000 personnes ont participé. Cette édition a été marquée par la journée pan-amazonienne organisée au début du forum.

2006

FSM polycentrique
Bamako (Mali)
Karachi (Pakistan)
Caracas (Venezuela)

2007

Nairobi (Kenya)

2008

Journée Mondiale d'Action

2009

Belém (Brésil)

2010

Année globale d'action

2011

Dakar (Sénégal)

Les 10 ans du FSM

2010 a marqué les dix ans du processus des fora mondiaux. Une grande réunion a été organisée en janvier 2010 à cette occasion. Baptisée « FSM 10 ans : Grand Porto Alegre », elle a été le coup d'envoi d'une année d'action globale marquée par l'organisation de plus de 40 événements nationaux, régionaux et internationaux.

Si le FSM est né au Brésil, à Porto Alegre en 2001, le processus s'est développé dans de nouvelles aires géographiques. Il est aujourd'hui porté par des acteurs de tous les continents. Les Forums sociaux régionaux et les forums sociaux thématiques participent ainsi à cette dynamique et à l'effort de mobilisation.

Forums régionaux : Forum social africain, Forum social maghrébin, Forum social des Etats-Unis, Forum social européen, Forum social des Amériques,...

Forums thématiques : Forum social des migrations, Forum social de l'éducation, Forum droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire...

Le Forum Social Mondial, bien plus qu'une manifestation annuelle ou bisannuelle, est un processus permanent et un espace de débat démocratique d'idées et d'échange d'expériences, où se formulent des propositions concrètes d'alternatives pour un développement juste, solidaire et durable.

Les temps forts du FSM de Dakar

2/3/4 février : Rencontre de la Charte des migrants

4/5 février : Forum Mondial sciences et démocratie

6 février : Marche d'ouverture

7 février : Journée Afrique / Diaspora

8/9 février : Activités autogérées

10/11 février : Assemblées pour Action

11 février : Assemblée des mouvements sociaux

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82

A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64



Les Forums thématiques

Plusieurs forums dits thématiques seront également organisés début février à Dakar :

- Forum Sciences et Démocratie
- Forum des autorités locales
- Forum des parlementaires
- Forum syndical
- Forum théologique
- Assemblée mondiale des habitants, ...

Contacts Presse

A Dakar - Nathalie Perramon : 00 33 (0) 6 82 85 28 82
A Paris - Véronique de La Martinière : 00 33 (1) 44 82 80 64